

Concernant l'installation d'équipements destinés à avertir en cas d'incendie.

LE LUNDI, troisième jour du mois de novembre mil neuf cent quatre-vingt-six, à une séance régulière du Conseil municipal de la ville de Plessisville, tenue à l'Hôtel de Ville, à 20 h 30, à laquelle étaient présents:

les Conseillers Bernardin Ruel, Arsène Rousseau, Jacques Martineau, Florent Fillion, Gilles Perron et Noël Bélanger, formant quorum sous la présidence de son Honneur la Maire, Mme Madeleine G. Dusseault.

ATTENDU qu'en vertu de l'article 412 de la Loi sur les Cités et Villes, le Conseil peut faire des règlements pour obliger le propriétaire d'un logement à y installer des équipements destinés à avertir en cas d'incendie;

ATTENDU que le Code national du bâtiment et le Code national de prévention des incendies, publiés par le Conseil national de recherches du Canada, recommandent l'installation d'avertisseurs de fumée;

ATTENDU que l'installation de tels équipements peut contribuer à sauver des vies humaines;

ATTENDU qu'avis de motion de la présentation du présent règlement a été donné à la séance régulière du 20 octobre 1986;

EN CONSEQUENCE, il est ordonné par le présent règlement ainsi qu'il suit, à savoir;

SECTION 1

ARTICLE 1.1

Autorité compétente: désigne le Directeur du Service municipal des incendies ou son représentant.

ARTICLE 1.2

Avertisseur de fumée: détecteur de fumée avec sonnerie incorporée, conçu pour donner l'alarme dès la détection de fumée à l'intérieur de la pièce ou de la suite dans laquelle il est installé.

ARTICLE 1.3

Détecteur de fumée: dispositif détectant la présence des particules visibles ou invisibles produites par la combustion et qui déclenche automatiquement un signal, portant le sceau d'homologation (ou certification) des Underwriters' Laboratories of Canada.

ARTICLE 1.4

Etage: partie d'un bâtiment délimitée par la face supérieure d'un plancher et celle du plancher situé immédiatement au-dessus ou, en son absence, par le plafond au-dessus.

ARTICLE 1.5

Logement: une ou plusieurs pièces servant ou destinées à servir de domicile à une ou plusieurs personnes et où l'on peut préparer et consommer les repas et dormir.

ARTICLE 1.6

Propriétaire: toute personne physique ou morale détenant un droit de propriété sur le bâtiment.



ARTICLE 1.7

Représentant: désigne un employé municipal à plein temps ou à temps partiel désigné par le Directeur du Service des incendies pour voir à l'application du présent règlement.

SECTION 2ARTICLE 2.1

Des avertisseurs de fumée doivent être installés dans chaque logement et dans chaque pièce ou l'on dort ne faisant par partie d'un logement.

ARTICLE 2.2

Les avertisseurs de fumée à l'intérieur des logements doivent être installés entre chaque aire où l'on dort et le reste du logement; toutefois, lorsque les aires où l'on dort sont desservies par des corridors, les avertisseurs de fumée doivent être installés dans les corridors.

Dans les logements comportant plus d'un étage, au moins un avertisseur de fumée doit être installé à chaque étage à l'exception des greniers non chauffés et des vides sanitaires.

Lorsque l'aire d'un étage excède 130 mètres carrés, un avertisseur de fumée additionnel doit être installé pour chaque unité de 130 mètres carrés ou partie d'unité.

ARTICLE 2.3

Les avertisseurs de fumée doivent être fixés au plafond ou à proximité de celui-ci, conformément aux directives d'installation fournies par le manufacturier de l'appareil.

ARTICLE 2.4

Dans les nouveaux bâtiments et dans les bâtiments faisant l'objet de rénovations dont le coût estimé (pour fins de l'émission du permis de rénovation) excède 10% de l'évaluation foncière du bâtiment, les avertisseurs de fumée doivent être raccordés de façon permanente à un circuit électrique et il ne doit y avoir aucun dispositif de sectionnement entre le dispositif de protection contre les surintensités et l'avertisseur de fumée. Lorsqu'un bâtiment n'est pas alimenté en énergie électrique, les avertisseurs de fumée peuvent être alimentés par une pile.

ARTICLE 2.5

Lorsque plusieurs avertisseurs de fumée raccordés à un circuit électrique doivent être installés à l'intérieur d'un logement, ceux-ci doivent être reliés électriquement entre eux de façon à se déclencher tous automatiquement dès qu'un avertisseur est déclenché.

ARTICLE 2.6

Les avertisseurs de fumée exigés par le présent règlement ne doivent pas être raccordés à un réseau détecteur et avertisseur d'incendie installé en vertu d'un autre règlement provincial ou municipal.

ARTICLE 2.7Équivalence

Un réseau détecteur et avertisseur d'incendie satisfait au présent règlement lorsque:

- des détecteurs de fumée sont installés partout où des avertisseurs de fumée sont requis par le présent règlement;



- des dispositifs d'alarme sont installés au voisinage de toutes les pièces où l'on dort et à chaque étage;
- toutes les composantes du système d'alarme incendie portent le sceau d'homologation (ou certification) des Underwriters' Laboratories of Canada;
- toute l'installation est faite suivant les recommandations des manufacturiers et les exigences du Code national du bâtiment du Canada.

ARTICLE 2.8Exceptions

Le présent règlement ne s'applique pas dans des prisons, hôpitaux, centres d'accueil et autres établissements où des personnes reçoivent des soins lorsque des surveillants sont en poste de façon continue sur chacun des étages où des personnes dorment.

ARTICLE 2.9Délai d'installation

Dans les bâtiments existant lors de l'entrée de vigueur du présent règlement, tout avertisseur de fumée exigé par le présent règlement doit être installé et en fonctionnement dans les six mois suivant cette entrée en vigueur.

SECTION 3**ARTICLE 3.1**Responsabilité du propriétaire

Le propriétaire du bâtiment doit installer et prendre les mesures pour assurer le bon fonctionnement des avertisseurs de fumée exigés par le présent règlement, incluant les réparations et le remplacement lorsque nécessaire, sous réserve de ce qui est prévu à l'article 3.2.

Le propriétaire doit placer une pile neuve dans chaque avertisseur de fumée ainsi alimenté lors de la location du logement ou de la chambre à tout nouveau locataire visé par l'article 3.2.

Le propriétaire doit fournir les directives d'entretien des avertisseurs de fumée; celles-ci doivent être affichées à un endroit facile d'accès pour la consultation par les locataires.

ARTICLE 3.2Responsabilité du locataire

Le locataire d'un logement ou d'une chambre qu'il occupe pour une période de six mois ou plus doit prendre les mesures pour assurer le bon fonctionnement des avertisseurs de fumée situés à l'intérieur du logement ou de la chambre qu'il occupe et exigées par le présent règlement, incluant le changement de la pile au besoin. Si l'avertisseur de fumée est défectueux, il doit aviser le propriétaire sans délai.

SECTION 4**ARTICLE 4.1**

Quiconque contrevient aux dispositions du présent règlement est coupable d'une infraction et est passible d'une amende d'au moins 20,00\$ et d'au plus 200,00\$ plus les frais ou, à défaut du paiement de l'amende et des frais, d'une peine d'au plus un mois d'emprisonnement. Cet emprisonnement cesse dès que l'amende et les frais ont été payés.



SECTION 5


ARTICLE 5.1

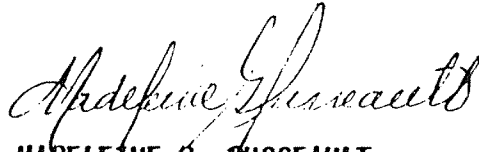
Le présent règlement entre en vigueur suivant la loi.

A D O P T E

VRAIE COPIE CONFORME
VILLE DE PLESSISVILLE

Donné à Plessisville, ce 6.ième
jour de .. ~~NOVEMBRE~~..... 1986


RENE TURCOTTE, o.m.a.
Secrétaire-trésorier


MADELEINE G. DUSSEAULT
Maire

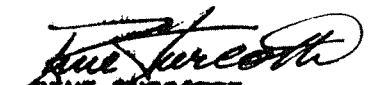
A V I S P U B L I C
no 1986-11-05-01-02

AVIS est donné par le soussigné, Secrétaire-trésorier de la ville de Plessisville, que le Conseil municipal de ladite municipalité a adopté le règlement numéro 1139, à sa séance régulière du 03 novembre 1986, concernant l'installation d'équipements destinés à avertir en cas d'incendie.

Ledit règlement est donc en vigueur conformément à la loi, à compter de sa publication.

Il peut être pris connaissance dudit règlement au bureau du soussigné au 1700 rue Saint-Calixte Plessisville aux heures normales de bureau et copies peuvent être obtenues selon les tarifs en vigueur.

Donné à Plessisville, ce 05ième
jour de novembre 1986


RENE TURCOTTE, o.m.a.
Secrétaire-trésorier

CERTIFICAT D'AFFICHAGE

Je, soussigné, Secrétaire-trésorier de la ville de Plessisville, certifie sous mon serment d'office, avoir affiché le présent avis public no 86-11-05-01-02 à l'intérieur et à l'extérieur de l'Hôtel de Ville, le 05ième jour du mois de novembre 1986, conformément à la charte de la ville de Plessisville (S.Q. 3-4 Elizabeth II 1954-55) et publication dans "La Feuille d'Erable" édition du 11 novembre 1986.

Donné à Plessisville, ce 11ième
jour de novembre 1986


RENE TURCOTTE, o.m.a.
Secrétaire-trésorier

Imprimerie Les Formules Légales du Québec, St-Léonard, No. 14